Lien d'information
hebdomadaire
des communistes

N° 420
25 octobre 2010

infohebdo

Sommaire

Edito 1
Conseil national du 22 octobre 2010 2
Appel du Parti Communiste Français - Déterminés pour gagner ! 2
Rapport de Robert Injey 3
Le rapport de Lydie Benoist sur les Cantonales des 20 et 27 mars 2011 9
Retraites – On continue ! 14
Conférence de presse du Front de Gauche : de nouvelles et importantes initiatives annoncées 14
Solidarité financière avec les grévistes 14
Communication 15
Bulletin de secteurs 15
Communiqués de presse 15
Aide à la communication 15

EDITO



L'intransigeance de Nicolas Sarkozy bloque notre pays ; face à un mouvement social qui depuis des semaines ne cesse de se développer, le gouvernement et le Président de la République ont fait le choix de la politique du pire: celui du refus du débat et de l'intransigeance ! Au Sénat comme à l'assemblée nationale, comme avec les partenaires sociaux, le pouvoir ne veut débattre de rien.

Le pourrait-il d'ailleurs tant le recours aux mensonges, la mystification des chiffres et son refus d'aborder la question de pistes nouvelles pour financer les retraites illustrent son jusqu'au boutisme. Attitude irresponsable, intransigeance qui aujourd'hui est la cause premières des blocages que connait notre pays. Ce gouvernement met tout en œuvre pour tenter de détourner ce mouvement, de le diviser, mais rien n'y fait. La détermination, l'unité du front syndical, sont au rendez-vous.

Dans les jours et les semaines à venir tous les actes vont compter pour permettre au mouvement de s'élargir encore. En particulier avec les deux journées d'action, le 28 octobre et le 6 novembre. Les communistes sont déterminés à poursuivre les efforts qu'ils ont engagé pour contribuer à cet élargissement. C'est le sens de l'appel adopté par le conseil national où le PCF «*appelle à amplifier la mobilisation dans l'unité la plus large syndicale et politique, à participer massivement aux journées d'action du 28 octobre, 6 novembre et à apporter la solidarité de luttes et financière aux grévistes et aux entreprises occupées*.»

Cette détermination, face au projet, du gouvernement nous voulons la mettre aussi dans la construction d'un programme populaire et partagé qui puisse ouvrir la voie à une ère nouvelle démocratique, politique et sociale. Nous voulons construire, dès maintenant, une véritable alternative politique rompant avec les logiques libérales que nous imposent la droite, le Medef, la Commission européenne ou encore le FMI.

C'est l'ambition que nous sommes donnés au Congrès, une ambition que nous partageons avec nos partenaires du Front de Gauche, et avec des milliers d'acteurs et d'actrices du mouvement social.

C'est le sens des initiatives que nous engageons avec l'édition du cahier citoyen, la mise en place d'initiatives avec nos partenaires ou bien encore la tenue les 26, 27 et 28 novembre de la rencontre nationale du projet.

Bob Injey

A télécharger

Le kit militant programme populaire et partagé : http://www.pcf.fr/IMG/zip/Kitmilitant.zip

CONSEIL NATIONAL DU 22 OCTOBRE 2010

APPEL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - Déterminés pour gagner !



Nous sommes plusieurs millions dans tout le pays à nous mobiliser contre le projet gouvernemental des retraites, plusieurs millions à exiger son abandon et l'ouverture d'un véritable débat sur une réforme alternative garantissant la retraite à 60 ans, à taux plein.

La lutte est massive et populaire : 3 Français sur 4 la soutiennent et condamnent le refus de négocier du gouvernement. 71% des français rejettent ce projet injuste socialement et inefficace économiquement, un vrai recul de société. Le président et son gouvernement méprisent les attentes populaires et traitent la jeunesse en ennemie!

De cette société-là, on ne veut pas ! Nous avons tous fait nos comptes ! Le recul de l'âge légal de départ à la retraite, l'allongement de la durée de cotisation, c'est vouloir diminuer le montant de nos pensions et ouvrir la porte à la capitalisation. Cette attaque en prépare d'autres contre la sécurité sociale et les services publics.

Ensemble, nous sommes des millions à rejeter la société ultralibérale, modelée par Sarkozy et sa majorité : une société autoritaire et antisociale, aux ordres du MEDEF et des marchés financiers. Et c'est d'autant plus intolérable que des centaines de milliards d'euros de fonds publics ont été dépensés sans contrepartie, depuis le début de la crise financière, pour sauver les banques et les dividendes.

« De vraies retraites et de vrais emplois pour toutes et tous ! » Nous sommes des millions dans la mobilisation à avoir pleinement conscience qu'il faut dès maintenant s'attaquer aux inégalités sociales, de carrière, d'emplois et de salaires, et à la précarité qui fragilisent de plus en plus d'entre nous, femmes et jeunes travailleurs en premier lieu.

Les parlementaires communistes, républicains et citoyens s'opposent avec détermination au projet Sarkozy-Woerth. Ils défendent une autre logique de financement des retraites qui pérennise le système solidaire des retraites par répartition, la retraite à 60 ans à taux plein avec une carrière complète. Ils proposent de mettre à contribution le capital, de développer l'emploi et les salaires : base du financement du système par répartition ; en faisant cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques, en modulant le taux de la cotisation sociale patronale, avec une sorte de bonus-malus pour favoriser l'essor de l'emploi, des qualifications et des salaires, en mettant fin aux exonérations de cotisations patronales.

Même si la loi est votée, la mobilisation peut imposer son retrait, comme Jacques Chirac y a été contraint pour le CPE en 2006.

Nous voulons gagner !

Le Parti Communiste Français appelle à amplifier la mobilisation dans l'unité la plus large syndicale et politique, à participer massivement aux journées d'action du 28 octobre, 6 novembre et à apporter la solidarité de luttes et financière aux grévistes et aux entreprises occupées.

Dés la semaine prochaine, il appelle tous les élus de gauche et progressistes du pays à se rendre à l'Élysée et aux Préfectures en province, pour refuser la promulgation d'une loi illégitime, minoritaire, votée en force par des parlements, abaissés par Nicolas Sarkozy à de simples chambres d'enregistrement.

La mobilisation populaire sur les retraites et contre la politique antisociale de l'UMP est en train de tout changer. Deux projets de société s'affrontent : celui d'une protection sociale large à tous les âges de la vie et de services publics étendus contre celui de l'insécurité sociale permanente ; celui de la solidarité, de la coopération et du vivre ensemble contre celui de la mise en concurrence et de l'individualisme ; celui du travail libéré, du temps de vivre,

de se cultiver et de s'adonner à des activités sociales choisies contre celui de toutes les aliénations, toutes les exploitations, toutes les dominations.

Le temps est venu de formuler un projet collectif qui puisse ouvrir la voie à une ère nouvelle démocratique, politique et sociale pour notre pays. La gauche est souvent rassemblée contre la droite mais elle n'est pas unie sur les contenus et les conditions du changement tant attendu. Nous avons besoin d'une véritable alternative de changement pour de nouveaux choix de société, pour de nouveaux droits pour les individus et les peuples. Partout, en Europe des manifestations de plus en plus unitaires vont dans ce sens en portant des exigences de ruptures avec les orientations actuelles de l'Union Européenne.

Oui, nous sommes plusieurs millions déterminés à résister, à mettre la politique de Nicolas Sarkozy en échec, à vouloir sa défaite et celle de sa majorité dans la rue et dans les urnes.

Pour cela, nous voulons construire dès maintenant les changements politiques qui permettront à la gauche de rompre avec les logiques libérales que prônent le Medef, la Commission européenne ou encore le FMI, pour de nouvelles logiques de justice et d'efficacité sociale.

La construction d'un projet collectif de gauche à la hauteur des attentes ne va pas de soi ! A nous de nous en mêler !

Nous qui sommes si nombreux à nous être emparés de la mobilisation sociale, nous qui souhaitons un vrai changement de société, engageons-nous avec la même détermination dans le débat sur les transformations radicales dont la France et l'Europe ont besoin et que la gauche devra réaliser si elle veut battre durablement la droite. »

Comment le faire : En devenant acteur du débat politique !

C'est à vous, à nous ensemble, de dire : « Voilà ce que la gauche devra faire : la gauche, c'est la retraite à 60 ans, à taux plein ; la gauche, c'est la création d'un pole public bancaire et financier pour une utilisation des profits, des fonds publics et du crédit qui servent à développer les humains et non la spéculation ; la gauche, c'est l'interdiction des licenciements et la sécurisation de l'emploi et de la formation ; la gauche, c'est l'augmentation des salaires et pas celle des dividendes ; la gauche c'est l'abrogation de toutes les réformes sécuritaires, liberticides promulguées par Besson et Hortefeux, la gauche c'est donner la parole et des pouvoirs aux citoyens dans l'entreprise, dans la cité, la gauche, c'est l'attachement à la commune, au département, à la région, à leur liberté d'action et de coopération , à leurs services publics locaux, la gauche c'est une autre politique européenne et une union refondée, « la gauche, c'est remettre l'humain et l'avenir de la planète au cœur de la société ». Non vraiment, nous ne voulons plus d'une gauche qui renonce à ces objectifs-là !

C'est le sens du programme populaire et partagé que le Parti communiste français et les forces du Front de Gauche entendent construire, au cœur des mobilisations, au cœur d'une union populaire pour satisfaire les besoins humains en prenant l'argent là où il est !

Contre le pacte de l'argent qu'ils ont scellé en 2007 au Fouquet's, le temps est venu de construire, ensemble, un pacte d'union populaire !

Résolution adoptée par le Conseil national du 22 octobre 2010

Rapport de Robert Injey

Cher-e-s camarades,

Nous vivons une période importante dans l'histoire sociale et politique de notre pays.

Là où un Sarkozy prétendait, avec arrogance, que plus personne ne se rendrait compte des grèves, nous avons un pays qui se mobilise sous des formes variées.

Là où les préfectures ne voient que quelques milliers de manifestants, nous avons un mouvement qui ne cesse de se renforcer.

Là où des ministres déclarent que la jeunesse est manipulée, nous avons des jeunes qui posent avec force la question de leur avenir.

Sarkozy et son gouvernement, aveuglés par leur allégeance aux marchés financiers et à la bande du Fouquet's, ne semblent pas se rendre compte de la profonde fracture qui existe dans notre pays.

Fracture entre un Président au service des riches et des puissants et un peuple qui, tout au long de son histoire, s'est battu pour gagner des avancées sociales et marque aujourd'hui, avec force, sa détermination de se battre pour les conserver.

Fracture entre l'arrogance et la violence d'un pouvoir et un peuple qui depuis des semaines, des mois fait la démonstration de son unité et de sa détermination.

La période que nous traversons, n'est pas une simple réédition des grandes luttes sociales qui nourrissent notre histoire.

Elle s'inscrit dans un moment où les forces libérales tentent de transformer radicalement notre civilisation et où une partie du peuple pose , à sa manière, la nécessité d'une alternative à la logique des marchés financiers.

Cette situation est, source d'enseignements et pointe des défis à relever dans les mois à venir.

Avec notre Conseil national, il s'agit pour nous de bien appréhender cette réalité et de prendre les initiatives en conséquence.

Mieux appréhender cette réalité en particulier autour de 2 idées:

D'une part, la mobilisation sociale en cours porte des évolutions dans la conscience politique populaire et des exigences fortes et nouvelles en terme de choix de société. Quelles possibilités ouvre cette évolution?

D'autre part, et de manière contradictoire, le rejet de plus en plus massif de Sarkozy ne signifie pas pour autant l'adhésion à une alternative politique . Si la volonté de battre Sarkozy est très forte, l'absence d'une réelle perspective politique de changement à gauche l'est tout autant.

Quels sont les obstacles auxquels nous sommes confrontés?

Face à cela, quelles initiatives politiques prendre pour que les exigences du mouvement social trouvent leur prolongement politique?

Relever ce défi, c'est-à-dire battre Sarkozy et la politique qu'il mène, mais aussi réussir à gauche, c'est le sens de nos choix de congrès.

Avec notre Conseil national, c'est l'occasion de faire le point de la mise en œuvre de nos décisions et des initiatives que nous devons produire

En quelques mois, le mouvement contre le projet des retraites a pris une force conséquente.

Un rejet qui progresse de plus de 20 points par rapport au début de l'été, une multiplication des mobilisations et des formes d'action, une détermination sans cesse réaffirmée au fur et à mesure des rassemblements .

Un mouvement qui ne se limite plus à la question des retraites mais qui rejette la société de régression sociale que l'UMP et le Medef veulent nous imposer.

Tout se mêle dans ce mouvement, la colère sourde qui s'amoncelle depuis des années face à l'arrogance du pouvoir et à sa connivence avec les forces de l'argent, le refus d'être méprisé et cantonné à une simple variable d'ajustement, la volonté de ne pas voir son avenir rimer avec « boulot-dodo-métro-caveau ».

Le gouvernement et ses relais utilisent toutes les ficelles pour tenter de détourner cette colère, d'enrayer cette mobilisation.

Il y a le matraquage médiatique, à l'infini, avec le chantage à la faillite du système par répartition, ou bien la contrainte démographique, sans parler de la concurrence internationale.

Il y a les énièmes tentatives de divisions des communautés entres elles, des salariés entre eux.

Il y a l'attitude du gouvernement dans les assemblées visant à écourter au maximum le débat.

Mais comme tout cela ne suffit pas, dans un climat où le pouvoir tente même de faire peser la menace terroriste, il y a ces jours-ci, et ses dernières heures, toute une série de provocations et de violences policières.

La droite est prête à tout, même dans les mensonges, mais cela ne trompe plus grand monde.

Comment oser retarder le départ à la retraite quand le vécu quotidien pour des millions de femmes et d'hommes, c'est le chômage, et la grande précarité pour les jeunes, pour qui l'âge moyen d'accès à un emploi stable est à 27 ans.

Le vécu quotidien de millions de femmes, c'est le temps partiel subi, c'est le chômage de longue durée pour celles et ceux qui, à plus de 50 ans, perdent leur emploi.

Comment oser affirmer qu'il faut travailler plus longtemps parce que l'espérance de vie à augmenter, en oubliant un peu vite, que si celle-ci a augmenté, la productivité, elle, a explosé.

Comment oser prétendre que la retraite à 60 ans, c'est impossible? Car après l'explosion de la crise financière, si quelque chose a progressé c'est bien la prise de conscience collective que l'argent existe. Un seul exemple, les 10 principales entreprises du CAC 40, à l'exclusion des groupes financiers, cumulent à ce jours 146 milliards d'euros de trésorerie; Commentaire d'un responsable de la Société Générale sur l'utilisation de ce magot : «Il sera sans doute consacré aux actionnaires ».

La réforme des retraites est insupportable dans un contexte général où les riches le sont de plus en plus.

Insupportable est la hausse des dividendes, le scandale des salaires des grands patrons défendus avec acharnement par des ministres.

Insupportable est la collusion entre ce gouvernement et les puissances de l'argent, à l'image de la bande du Fouquet's, de l'affaire Woerth – Bettencourt, de l'affaire du rachat, par une filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, de Quick, propriété d'un ami du Président, Albert Frère, pour 800 millions d'euros, largement au-dessus de sa valeur.

Insupportable le dernier cadeau à Dassault avec une nouvelle commande de 11 Rafales soit 800 millions d'euros. Un moyen sans doute pour aider un Dassault en difficulté non seulement à Corbeil Essonne mais aussi sur le marché de l'aviation.

Cette connivence de tous les instants entre le Président, son équipe et les puissances de l'argent, l'arrogance des uns et des autres à l'égard de notre peuple sont de plus en plus insupportables.

Notre peuple aspire à retrouver espoir en l'avenir, ce mouvement en est l'expression.

Et cette aspiration se télescope de plein fouet avec les exigences des marchés financiers et un gouvernement aux ordres de ces derniers.

De manière de plus en plus forte, chacun perçoit qu'au travers de cette réforme l'objectif n'est pas de répondre à la question démographique, ni de se préoccuper de l'avenir de la jeunesse, c'est uniquement et simplement de continuer à accroître au maximum les profits d'une petite minorité.

Cette logique là, une part importante de notre peuple ne veut plus la subir, et le mouvement social en cours porte cela.

A l'image de la journée du 19 et de toutes les initiatives qui se sont tenues et se tiennent, la mobilisation et le soutien populaire à ce mouvement ne faiblissent pas .

Le mouvement s'enracine, prend des formes différentes, sans montrer à ce jour des signes d'essoufflement.

Cette réalité, cette force du mouvement, que renforce la totale intransigeance du gouvernement, favorise le maintien d'un front syndical large, à l'image de la décision prise hier soir de deux nouvelles journées de mobilisation jeudi 28 octobre et samedi 6 novembre.

Cela ne faiblit pas et se renforce sur le fond en termes d'exigences.

De la question des retraites nous passons avec force à celle de la société dans laquelle nous souhaitons vivre.

Cette force du mouvement, ce rejet de la nature profondément inégalitaire du système, cette exigence de solidarité et de justice, sont des atouts pour relever ce grand défi de la construction d'une véritable alternative.

Nous devons continuer à tout mettre en œuvre pour qu'il se développe, pour en élargir l'assise populaire, pour participer à faire gagner le mouvement.

Nous avons beaucoup contribuer, au travers de nos députés, de nos sénatrices et sénateurs, avec l'Humanité qui en rend compte au quotidien et décrypte les enjeux.

Nous sommes déterminés, dans le respect des décisions de l'intersyndicale, à poursuivre dans cette voie, en continuant à interpeller le pouvoir .

C'est le sens de l'initiative que nous lançons avec nos partenaires du Front de Gauche et l'ANECR avec un appel à tous les élus de gauche à se rassembler, mardi 26 octobre, devant les préfecture en province et à 12 heures à Paris en direction de l'Élysée.

Nous sommes déterminés, alors que le mouvement s'inscrit dans la durée, à engager un élan de soutien et de solidarité financière avec les salariés en lutte.

C'est le sens de l'appel lancé par Pierre Laurent avec Jean-Luc Mélenchon et Christian Picquet du Front de Gauche, de faire des 23 et 24 octobre, un week end de collecte nationale en solidarité avec les salariés dans l'action. Un Paris, un point central sera organisé avec prise de parole demain à 15 heures sur le parvis Beaubourg.

Cher-e Camarade,

Il y a quelques semaines, personne ne pouvait présager de la force qu'allait prendre ce mouvement. Mettre en échec la réforme des retraites semblait impossible, aujourd'hui la donne change, gagner devient possible, les communistes mettront tout en œuvre pour y contribuer.

Il y a autre chose qui semblait impossible, il y a encore 6 mois, à savoir battre Sarkozy en 2012.

Cette possibilité, à défaut d'être une certitude, constitue une priorité pour des millions de femmes et d'hommes.

Mais si c'est une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante pour changer la vie de nos concitoyens.

Battre Sarkozy est une chose, changer de politique en est une autre.

Au-delà du personnage, aujourd'hui ce qui frappe violemment les peuples, ce sont les politiques libérales qu'ils subissent.

Et soyons lucides, celles et ceux qui mettent en œuvre ces politiques depuis des décennies n'ont pas changé d'objectifs.

Pour résumer cet aspect, regardons du côté de la commission de Jacques Attali et du rapport rendu ces jours-ci.

C'est un état de la réflexion des "élites" libérales indiquant une feuille de route pour la France s'inscrivant dans les objectifs et les dogmes de la "concurrence libre et non faussée".

L'objectif est simple et Attali l'exposait dans une interview le 2 août dernier, je cite " Nous voulons définir le programme commun minimum qui devra être appliqué, quoi qu'il arrive, sans interruption pendant les dix ans qui viennent et quelle que soit la couleur politique des présidents de la République".

Ignorant totalement, les gâchis liés à la financiarisation de l'économie, il prône: le gel du salaire des fonctionnaires sur trois ans, l'extension aux collectivités locales de la règle du non remplacement d'un départ en retraite sur deux, la baisse des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales, l'instauration d'une participation financière des malades aujourd'hui pris en charge à 100%, le financement de la dépendance avec une assurance complémentaire obligatoire, la suppression de la "clause générale de compétences pour les collectivités locales"; il nous invite à rechercher une mise en œuvre "plus ambitieuse" de la RGPP.

Il exprime le souhait d'un réexamen de la fiscalité sur le patrimoine; mais là les recommandations du rapport sont bien moins précises que l'énoncé des mesures d'austérité.

Ce rapport relance la proposition d'une "TVA sociale" qui accompagne la baisse des cotisations sociales pour les employeurs.

Et sur la retraite, la commission partage totalement le dogme "travailler plus longtemps puisqu'on vit plus longtemps". S'appuyant sur le constat que la réforme Sarkozy ne règle pas la question du financement, la commission préconise un "système par points", inspiré de la réforme suédoise. Réforme qui vient de provoquer la baisse des pensions en Suède de 4% en 2011, après une baisse de 3% en 2010.

Attali et sa commission ne font d'ailleurs pas que rendre un avis. Ils sont bien décidés à entrer dans la bataille: «Nous allons nous employer à l'expliquer, le faire connaître, à interpeller les acteurs de la vie politique et sociale pour demander qu'il soit mis en œuvre.Vite et durablement.»

Se soumettre ou se dégager des exigences libérales, c'est bien l'enjeu pour la gauche dans la période qui s'ouvre.

Et en l'état actuel du débat et du rapport des forces, nous percevons le risque d'une gauche qui, certes gagne face à Sarkozy, mais échoue ou renonce à changer véritablement de politique.

Ce risque est réel et le débat sur les retraites l'illustre à sa manière. Prétendre aujourd'hui maintenir le départ à 60 ans tout en augmentant le nombre d'annuités, c'est tout simplement condamner celles et ceux qui n'ont que des salaires de misère à travailler au-delà de 60 ans.

De la même manière, le débat sur la retraite à la carte écarte de fait toujours les mêmes, les salaires bas et moyens et les femmes, soumis pour une grande part au temps partiel imposé....

S'engager dans ce renoncement, c'est à termes se diriger vers un nouvel échec, lourd de conséquences dans une période où l'absence de perspective et la déception peuvent mener au pire.

Particulièrement au moment où la droite, pour faire passer ses réformes, cherche à diviser.

Diviser entre public et privé, entre jeunes et vieux et, surtout, entre Français et étrangers, à l'image de la scandaleuse stigmatisation des Roms.

Vieux procédé qui marque l'histoire de la lutte des classes, mais vieux procédé qui n'est pas sans conséquence. De la Suède à l'Autriche, en passant par les Pays-Bas, la poussée de l'extrême droite et son poids idéologique grandissant à droite nous interpellent.

Pour échapper à ce scénario, c'est d'une tout autre ambition dont notre peuple a besoin, c'est une tout autre ambition que doit porter la gauche .

Celle d'une gauche qui ose s'engager sur des choix audacieux pour rompre avec les logiques libérales.

Celle d'une gauche qui affronte la question des marchés financiers et qui porte une autre voix, d'autres exigences au sein de l'Europe.

Porter une telle ambition est possible car le pays a pris conscience d'une chose : la société qu'ils nous préparent, nous sommes des millions à ne pas en vouloir !

Alors si nous sommes des millions, mobilisés contre la réforme des retraites, si nous sommes déterminés à résister, à mettre en échec cette politique, à la faire reculer d'ici 2012, à préparer la défaite de Nicolas Sarkozy et de sa majorité, c'est pour le remplacer par une politique qui en vaille la peine.

Une politique qui redonne de l'espoir, qui ouvre vraiment une nouvelle ère sociale, démocratique, écologique.

C'est maintenant qu'il faut engager la construction des changements politiques qui permettront à la gauche de rompre réellement avec les logiques libérales du Médef, de la Commission européenne et du FMI.

Comment le faire?

C'est la grande question... Nous n'y parviendrons pas si celles et ceux qui luttent aujourd'hui se contentent de rester spectateurs du débat politique, quitte à choisir en 2012 des solutions par défaut .

Il faut parvenir à ce que ces femmes et ces hommes , qui manifestent ou soutiennent le mouvement, s'en mêlent.

C'est avec eux que nous devons décider de «Ce que la gauche devra faire ! »

A celles et ceux qui souhaitent ces changements, qui désespèrent, disons leur très simplement et clairement : mêlez-vous en !

Invitons toutes celles et tous ceux qui, depuis des semaines, se battent contre la réforme des retraites, à mettre autant d'énergie pour s'emparer du débat politique.

Ensemble, mettons en débat les grandes transformations dont la France a besoin, imaginons ensemble les mesures prioritaires pour changer nos vies. Énonçons ensemble, avec clarté : «Voilà ce que la gauche devra faire si elle revient au pouvoir !».

En ouvrant dans tout le pays le chantier d'un programme populaire et partagé, qu'elles porteront dans les élections de 2012, les forces du Front de Gauche proposent à tous d'être partie prenante de cette construction.

C'est le sens de l'initiative politique que nous avons pris lors de notre congrès de favoriser l'émergence d'un pacte d'union populaire fondé sur un projet, un programme co-élaboré, partagé et porté par celles et ceux qui veulent que la gauche réussisse.

Pour dépasser les obstacles, pour créer les conditions d'une véritable alternative, et favoriser une ré-appropriation citoyenne du champ politique nous avons engagé cette démarche pour réussir le changement et donner un nouvel élan au front de gauche .

Depuis le lancement de notre initiative à la Fête de l'Humanité, il y a eu quelques premières expériences, dans les Bouches du Rhône par exemple, mais nous n'avons pas encore véritablement déployé notre action pour la mettre en œuvre.

Plusieurs raisons à cela:

Première raison, liée aux circonstances, l'essentiel des efforts des militants communistes et des élus depuis la rentrée est très légitimement consacré au mouvement social. Je ne développe pas, mais à l'image de nos députés, de nos sénatrices et sénateurs, les communistes mettent tout en œuvre pour argumenter, mobiliser et gagner contre le projet Sarkozy.

Seconde raison plus profonde, c'est que notre initiative prend à contre pied la pratique politique actuelle.

Face à un système qui dépossède de plus en plus les citoyens à l'image de la réforme des collectivités territoriales, face à une délégation des pouvoirs renforcée, et à un spectacle hyper médiatisé, la démarche citoyenne n'est pas le premier réflexe.

Faire le choix de la réappropriation citoyenne de la politique, c'est faire un choix indispensable si nous voulons changer les choses, mais ce n'est pas le choix de la facilité.

En même temps, il y a de l'attente, de la disponibilité, de la volonté à faire.

La rencontre que nous aurons demain matin avec Maryse Dumas, Gérard Aschieri, Jean Pierre Dubois, Mireille Flageul, Evelyne Sire-Martin et Serge Tarrassioux devrait de ce point de vue constituer un moment très important du Conseil national.

Conseil national qui doit nous permettre de franchir une étape et d'entrer dans une phase active.

Pour y parvenir et très concrètement, une remarque et trois axes d'initiatives.

La remarque d'abord, avec la volonté de faire, il y a depuis plusieurs mois une profusion d'expressions qui tendent à rendre confuse la démarche.

Pacte d'union populaire, programme partagé, conventions, rencontres nationales…..la richesse des intitulés traduit tout à la fois la nécessité et la volonté d'aborder la question des contenus.

Mais, à juste titre, des camarades font remarquer que cela n'aide pas toujours à la lisibilité.

Alors faisons simple:

Notre ambition, celle que nous avons décidé à notre congrès, celle avec laquelle nous sommes en phase avec nos partenaires du Front de gauche et des milliers d'acteurs du mouvement social c'est d'élaborer, ensemble, un programme populaire et partagé.

Pour y parvenir, nous nous engageons sur trois axes d'initiatives.

1/ Ce processus doit être le plus public possible et au plus près de nos concitoyens avec des initiatives au plus près des réalités locales.

Pour cela il faut faire connaître largement notre démarche. A l'occasion de la Fête de l'Humanité et lors des différentes manifestations, nous avons porté celle-ci à la connaissance d'un large public. Avec la publication du Cahier Citoyen et du kit militant nous voulons aller beaucoup plus loin dans la popularisation de cette démarche et permettre au plus grand nombre, d'en être partie prenante.

Concernant la cahier, tiré à 1,5 millions d'exemplaires, l'objectif c'est qu'il soit un moyen d'engager le débat en pointant par exemple ce qui ne peut plus durer, ce qui doit changer, les questions qui font débat à gauche et celles que nous proposons de mettre en débat publiquement. Un matériel conçu aussi pour permettre la contribution. Un matériel dont la diffusion doit privilégier le contact individuel sur les points de rencontre, lors des portes à portes ou bien encore à l'occasion des initiatives publics.

2/ Ce processus nous voulons le mener avec le plus grand nombre à commencer par nos partenaires du Front de Gauche. Avec qui nous nous travaillons sur un programme d'initiatives et de forums dans plusieurs villes de France pour contribuer au déploiement populaire de notre démarche. 7 thèmes de travail et de débat ont été arrêtés: République, Europe, argent, écologie, travail, service public et politique international.

3/ Ce processus, nous voulons y contribuer pleinement, pour le rendre le plus populaire possible mais aussi avec notre apport communiste.

Bien évidemment -et cela sera déterminant- par la multiplication des prises d'initiatives sur le terrain, mais aussi des initiatives à dimension nationale.

Avec la tenue d'un meeting du Parti le 8 novembre à Paris pour, dans ce contexte de luttes sociales, marquer notre volonté d'entrer dans cette nouvelle phase avec une parole forte du Parti et de ses parlementaires.

Par la tenue les 26, 27 et 28 novembre, d'une rencontre nationale du projet, visant à rassembler 400 personnes, des responsables et des élus, de communistes, des acteurs du mouvement social et des intellectuels. Avec qui nous visons à engager la mise en œuvre de cette élaboration partagée .

Enfin, la rencontre nationale des animateurs de section, le 8 janvier 2011, sera l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre de cette démarche et des contours du programme populaire et partagé, pour lequel nous pouvons nous fixer l'objectif de le concrétiser à la fin du premier semestre 2011.

Dans le prolongement du mouvement social en cours, notre démarche pour construire un programme populaire et partagé s'insère dans une cohérence pour faire gagner la gauche et pour qu'elle réussisse.

Cette démarche n'est pas déconnectée des échéances électorales à venir.

Je pense aux cantonales et aux sénatoriales de 2011 sur lesquelles Lydie Benoit reviendra plus précisément en début d'après midi.

Je pense aussi à toutes les élections partielles qui vont se tenir, en particulier celles de 2 grandes villes Corbeil-Essonne et Noisy-le Sec, avec nos camarades Bruno Piriou et Gilles Garnier.

Des élections importantes, à l'image de Corbeil-Essonne où les représentants de la Bande du Fouquet's s'opposeront à ceux d'un peuple en lutte pour sa diginité, ses droits et l'avenir de ses enfants.

Cher-e-s Camarades,

Il est des formules qui peuvent paraître de pure forme, mais aujourd'hui dans le contexte social et politique que nous connaissons nous avons, comme direction du PCF, une grande responsabilité.

Responsabilité pour, dans le respect des organisations syndicales, contribuer à élargir et faire gagner le mouvement en cours.

Responsabilité pour créer les conditions d'une véritable alternative dans ce pays;

Le rapport de Lydie Benoist sur les Cantonales des 20 et 27 mars 2011

Le scrutin cantonal des 20 et 27 mars prochain se tiendra, à n'en pas douter, dans un contexte de crise aggravée, crise économique, sociale et politique.

La moitié des cantons de notre pays est concernée, soit 1946 d'entre eux en France métropolitaine. Le dernier scrutin populaire avant 2012 revêt une importance cruciale, il est un rendez-vous électoral de première importance tant pour les populations, les départements eux-mêmes que pour le pouvoir en place, la gauche et notre Parti.

Tout d'abord pour les populations, disais-je :

Le département doit et peut contribuer à une plus juste répartition des richesses produites, être un lieu de progrès social et de développement économique avec la mise en cohérence de ces différents acteurs, mettant l'homme et l'intervention citoyenne au cœur de toute construction. Ses compétences et ses priorités sont l'action économique, l'emploi, l'aménagement, l'environnement, l'enfance, la jeunesse, l'action sociale, la culture, le sport, les loisirs, le partenariat avec les communes...

L'importance de sa compétence en matière d'action sociale par exemple, conjuguée à des interventions volontaristes, en font l'échelon territorial le plus efficace dans la lutte contre les inégalités sociales. En 2009 la dépense nette totale d'action sociale des départements s'élève à 28,7 milliards d'euros, en hausse de 6,3 % par rapport à 2008 et, même si l'on déduit les reversements spécifiques de l'État au titre par exemple de l'autonomie et du transfert du RMI et RSA, la charge nette départementale atteint 21,5 milliards d'euros ! Bien sûr, tous les départements ne font pas face aux mêmes dépenses d'action sociale, mais mesurons le rôle crucial du Conseil général au moment même où l'on met à mal cette collectivité. Il est aisé de penser à la manne financière que représentent pour le privé de tels besoins à satisfaire pour les populations.

L'Assemblée nationale a adopté le 28 septembre en deuxième lecture le projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales qui prévoit, entre autres, la création du conseiller territorial pour siéger, à partir de 2014, à la fois à la région et au département. Sans surprise le texte a été adopté par la majorité UMP/NC avec l'opposition de toute la gauche (299 voix contre 241). La droite n'a toutefois pas fait le plein de ses suffrages, 32 de ses députés n'ont pas, d'une manière ou d'une autre, voté le texte. Après deux lectures dans chaque chambre, le gouvernement vient de mettre en place une commission paritaire mixte, qui a du mal à se réunir, chargée de parvenir à un texte de compromis Assemblée nationale/Sénat. Cela ne s'annonce pas facile tant des points de divergence subsistent au sein de la majorité (notamment sur parité, mode de scrutin, communes nouvelles, répartition des compétences) mais nous n'avons aucune illusion sur le résultat final.

Cela fait des années que le département, pour ne prendre que lui, est au cœur des réflexions gouvernementales pour réduire le nombre d'échelons dans l'organisation territoriale de notre pays. Déjà, il y a une quinzaine d'années, la

commission Mauroy considérait que les intercommunalités allaient rendre le département caduc. La commission Attali en 2008 avait recommandé « de faire disparaître en 10 ans l'échelon départemental », puis vînt la commission Balladur dont les travaux sont au cœur de la loi nouvellement adoptée.

Les apports considérables du département en tant que « réponses publiques » ne doivent pas être remis en cause, mais au contraire défendus pour être améliorés.

La réforme Raffarin de 2004 ainsi que le projet gouvernemental de réforme constituent de véritables « coups d'État » contre la démocratie locale et les services publics. Le dispositif gouvernemental est cohérent : dénigrement de l'action publique territoriale, amplification du rôle « de donneur d'ordre » de l'État dont la stratégie est de gérer le capitalisme en s'éloignant des préoccupations populaires et casse du rôle des élus de proximité qui tissent des liens avec les populations.

Déjà mis à mal par les transferts de compétences et de charges de personnels sans octroyer les moyens correspondants, les départements sont étranglés financièrement, phénomène renforcé par la suppression de la taxe professionnelle et l'encadrement régressif de toutes les dotations. Tout cela s'inscrit bien sûr dans la réforme générale des politiques publiques (la RGPP) qui active la disparition de missions publiques, de solidarités nationales et territoriales ainsi que de nombreux emplois directs ou indirects.

Les départements représentent une part importante de la dépense publique : 79 milliards d'euros. Leurs compétences obligatoires comme celle dite générale sont de véritables leviers utiles pour combattre les inégalités, pour mettre en œuvre des politiques publiques répondant aux besoins des populations. La clause de compétence générale représente 20% des budgets départementaux. Il s'agit là de réponses de proximité sur des terrains les plus divers comme par exemple celle de l'aide aux transports subventionnés jusqu'à 75 % pour les jeunes, l'intervention du département dans la culture où peuvent être financées des expositions thématiques, des musées départementaux, l'aide ô combien précieuse au monde associatif, ou bien encore la contribution aux luttes comme le dispositif SOS Rentrée qui vient en aide aux élèves en recherche d'établissement scolaire....

A l'inverse de ce que vise le gouvernement qui veut créer deux entités, celle de la "commune-intercommunalité" et celle de la" région-département" pour mieux substituer les unes aux autres, il est démontré sur de nombreux plans que l'axe partenarial entre la commune et le département est efficace et utile. Ceci est vrai dans le domaine social, l'aménagement du territoire, les co-financements et subventionnements, notamment par le biais de contrats département/région/commune. Il est d'ailleurs certainement encore possible d'innover en développant de nouvelles formes partenariales de coopération et de mutualisation des énergies, des idées et des moyens.

C'est pourquoi les communistes ont raison de dénoncer, de combattre les coups portés et de faire des contre-propositions. Face à la crise et aux réformes gouvernementales, les collectivités territoriales font face à des budgets contraints. Nous devons faire en sorte que la gauche adopte une posture de combat pour l'orientation de ses choix budgétaires. Le nombre d'élus communistes , du Front de Gauche susceptibles de défendre des positions de lutte sera déterminant.

Nous avons donc un cadre national de campagne, de promotion de luttes et de proposition de gestion en faveur d'un nouvel élan démocratique, d'une modernisation et extension des services publics. Ceci pourrait être l'axe central de notre campagne.

Au regard des enjeux précédemment et rapidement exposés, nous avons donc à travailler à ce que les élections cantonales ne se réduisent pas à la seule sanction du pouvoir, sorte de répétition générale avant 2012.

Dans un contexte de fort mécontentement, mesurons les perspectives qu'elles peuvent ouvrir pour un grand débat national contestant les logiques capitalistes et portant sur une alternative immédiate transformatrice face à l'affaiblissement des services publics locaux et à l'assèchement de la démocratie locale. Nous avons besoin de faire émerger un contre projet à celui de la droite, articulant propositions de gestion et de lutte.

Voici quelques exemples nationaux d'axes politiques à promouvoir au-delà de la définition et des projets locaux, nationaux qui seront déclinés par nos candidats dans chaque canton. Nous pourrions :

- Exiger d'un Etat garant l'égalité sociale et territoriale
- Exiger l'arrêt de la RGPP
- Exiger la préservation du département en tant que cadre pertinent qui déjà déploie ses politiques avec les habitants
- Réformer profondément les finances locales en liant « entreprise et territoire », en élargissant l'assiette d'imposition aux actifs financiers, ainsi que la création de pôles publics financiers

- Respecter les statuts de la fonction publique et ses 1,9 million d'agents territoriaux
- Promouvoir un nouvel élan démocratique à la vie locale avec l'introduction du scrutin à la proportionnelle qui respecterait davantage l'opinion politique des électeurs et des forces politiques.
- Proposer la création de nouveaux espaces démocratiques comme les conseils de canton qui favoriseraient l'intervention citoyenne mais également de nouveaux espaces participatifs pour faire entrer davantage les différents acteurs locaux (acteurs économiques, sociaux, universitaires, jeunes, etc.) dans la réflexion des collectivités.
- Donner de la force juridique et politique avec le référendum d'initiative locale.
- Continuer de nous battre au plan européen pour un changement radical en annulant le pacte de stabilité qui rationne les dépenses publiques au nom des exigences du marché.

Toujours dans la campagne, nous pourrions débattre avec les gens de la nécessité d'un plan de développement de la dépense publique pour l'innovation et le social en plaçant les intérêts humains au cœur de politiques développées démocratiquement !

Toutes ces propositions de fond sont bien entendu à mettre en débat, avec nos concitoyens, en même temps que nous allons continuer de les travailler, mais nous savons aussi qu'au cours de la campagne nous aurons à porter le fer sur les propositions très politiques qui dépassent le simple programme cantonal, indispensable pour autant.

Et puis, dans bon nombre d'endroits, nous avons à porter nos bilans et ceux de la majorité dans laquelle nous sommes, valoriser l'intérêt pour nos concitoyens que soit réélu leur conseiller, leur conseillère générale communiste, celui ou celle qui est toujours à leurs côtés dans les luttes, les mobilisations de toute nature. Des camarades ont parfois des doutes sur la connaissance qu'ont les populations du rôle du Conseil général, voire de leurs élu-e-s, c'est réel dans certaines agglomérations urbaines, mais nettement moins vrai dans les cantons ruraux.

Tous les sondages montrent que les Français portent une appréciation positive sur le département. Selon l'enquête Ass Départ France/IPSOS réalisée en novembre 2009, 8 français sur 10 se disent attachés au département et considèrent que c'est une institution qui fait partie de la France et qu'il faut la préserver. Ce lien est en particulier fondé sur la reconnaissance du service rendu : près de 3 Français sur 4 portent une appréciation positive sur l'action de leur département. Attachement identitaire au territoire, reconnaissance de l'utilité de son action, proximité des élus fondent le rapport des citoyens au développement qui repose sur une confiance de plus en plus grande dans les collectivités locales, comparativement à celle accordée à l'Etat.

C'est à partir de cette dernière idée que je souhaite faire la transition avec la réalité électorale dans laquelle nous nous trouvons pour aborder ces élections.

Nous revoterons donc dans 1945 cantons en France métropolitaine, série renouvelable de 2004 où nous avions réalisé 934 000 voix, soit 7,84 %. Nous étions présents en 2004 dans 1670 cantons (86 % des cantons). Dans 740 cantons, soit 38 %, nous étions sous la barre des 5 % comme dans 26 départements où la moyenne départementale ne dépassait pas les 5 %. Mauvaise série en rapport avec celle renouvelée en 2008 où le parti a fait 8,77 %, soit 1 172 378 voix et gagné 131 conseillers-ères.

Nous avons 104 sortants (communistes et partenaires élu-e-s) sur 49 départements. Les rapports de force sont donc les suivants : sur 1945 élus, 104 sont communistes et apparentés, 961 sont au PS, 5 au PG, 42 PRG, 13 Verts, 812 UMP/NC et Modem et une bonne dizaine est inclassable. Soit 58 % des sièges à gauche.

Sur 95 conseils généraux 2 sont dirigés par nous, l'Allier et le Val de Marne, 50 par le PS, 2 par le PRG et 41 par la droite.

Il y a de toute évidence un très gros enjeu pour la gauche, qui, majoritairement, dirige les conseils généraux et joue le plus grand nombre de sortants. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons aucun élu dans 10 départements que dirige le PS.

Au vu des études électorales depuis 2004 et des appréciations locales, 7 départements peuvent basculer de droite à gauche : les Hautes-Alpes, la Charente-Maritime, la Côte d'Or, le Jura, la Loire, le Rhône, la Vienne.

Dans le même temps l'écart d'un siège en faveur de la gauche peut fragiliser la majorité dans les départements de la Corrèze, des Deux-Sèvres, de la Somme, du Val d'Oise et l'Allier.

Chacun aura compris que nous n'avons pas de sortants dans tous les départements, ce qui est un nouveau défi à relever ; en revanche dans 7 départements (l'Allier, le Gard, l'Isère, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Pas-de-Calais, le Val-de-Marne) l'enjeu est de taille en ayant entre 4 et 5 renouvelables par département et 10 pour ce dernier.

Alors quelles sont nos ambitions ?

- Garder nos 2 présidences et reconquérir la Seine Saint Denis.
- Faire réélire nos sortants, sachant que nous sommes fragilisés dans quelques cantons, mais rester la deuxième grande force à gauche dans le pays pour ce qui concerne les cantonales est nécessaire et possible.
- Conquérir et reconquérir de nouveaux cantons,
- Être présents partout, non seulement pour la bataille politique mais également pour le total des voix cumulé dans tout le pays, car l'enjeu sera bien entendu le score que l'on fera nationalement.

Je vais venir dans un instant sur le rassemblement mais il est indispensable de présenter partout et/ou de soutenir des candidat-e-s ,n'hésitons pas également à solliciter des compagnons de lutte; je l'ai dit tout à l'heure, nous pouvons avoir de l'audace, pas seulement comme une posture obligée mais parce que c'est possible en terme de gains électoraux et de victoires !

Je vous rappelle, pour mémoire, que l'étude sur les cantonales partielles de l'été 2009 à l'été 2010 donne en moyenne pour les candidats soutenus par le PCF et Front de Gauche un bonus de 1,91 %. C'est une donnée importante, encourageante. Même s'il faut être prudent avec une telle indication, cela peut nous amener à franchir les 5 % dans bon nombre d'endroits et pousser encore davantage les résultats lorsqu'ils sont bons. L'élection cantonale a aussi un caractère local et là, véritablement, nous avons les hommes, les femmes et les forces militantes pour mener ce combat, pour qu'ils et elles soient efficaces, crédibles, inventifs, disponibles.

Après avoir rencontré plus de 50 fédérations, tenu la réunion des premiers secrétaires départementales-aux, je pense qu'il faut que chaque fédération mette la barre haute en terme de dispositif de campagne. Cela passe d'abord et avant tout, certes, par le sens que l'on donne à cette bataille, mais tout autant à l'intérêt que nous portons aux hommes et aux femmes que nous devons convaincre d'être candidates et candidats. A ce propos, nous devons mettre l'accent sur les candidatures issues du mouvement social et assurer la présence de nombreuses femmes candidates titulaires.

Ceux-ci seront des candidat-e-s de terrain, connu(e)s ou reconnu(e)s, soutenu(e)s par les partis engagés, les rassemblements, les citoyens... Ainsi chaque candidat-e porteur d'un projet élaboré collectivement et au plus près des besoins et des réalités sera soutenu par le PCF, le Front de Gauche, le Parti de Gauche, la Gauche Unitaire, le collectif ad hoc, etc. et parfois même, dans quelques cantons, par l'ensemble de la gauche au 1er tour.

Ainsi, nous respectons pleinement les électeurs qui sont attachés à voter pour nous, qui tiennent aussi au Front de Gauche, et qui se retrouvent dans la diversité des soutiens ; je pense, entre autres, à toutes celles et ceux qui travailleront au projet partagé et qu'il nous faut mobiliser tant sur 2012 que sur les cantonales. Il s'agit de faire vivre une dynamique autour du Front de Gauche conjuguée à l'influence et l'implantation de notre parti.

Pour ce faire, les fédérations rencontrent leurs partenaires à gauche et des personnalités, de nombreux rendez-vous ont lieu ces jours-ci. Faire au plus près des réalités suppose de tenir compte des singularités. Partout en France les communistes sur leur territoire cantonal réfléchissent, débattent et ce, en lien avec leur fédération. Ainsi ils créent les conditions, tout en respectant les statuts de leur parti, pour que s'opèrent les meilleurs rassemblements qui permettront de progresser en voix, de faire gagner leurs candidates et candidats, leurs suppléants et le projet de qualité dont ils sont porteurs, contribuant ainsi à la victoire de la gauche dans son ensemble.

Bien évidemment des rencontres nationales à gauche ont eu lieu, alors où en sommes-nous ?

Tout d'abord nos partenaires du Front de Gauche, précisément le Parti de Gauche :

Il est convenu de rechercher la mise en commun de nos énergies pour que le FDG soit en soutien a tous nos candidat(e)s communs. Nos partenaires savent que les rassemblements s'opèrent avant tout dans les départements, qu'il s'agit de réélire les sortants, que le PCF est au coeur de la gauche, que nos fédérations, dans le cadre d'une orientation politique nationale, ont des propositions pour qu'il y ait des candidatures titulaires et/ou suppléants issues du Parti de Gauche , de la Gauche Unitaire et du mouvement social : des hommes et des femmes qui seront soutenus eux aussi par le PCF, le Parti de Gauche, la Gauche Unitaire, le Front de Gauche, des collectifs de citoyens..

Concernant le Parti Socialiste

Nous nous sommes rencontrés à deux reprises, et les deux Secteurs Elections sont en contact.

Bien entendu, nous avons réaffirmé l'importance que nous portions à ce que la gauche remporte ces élections, que nous étions des partenaires confirmés, qu'en ce sens nous continuerons d'être dans les majorités, présents dans les exécutifs, tout en nous déployant sur nos engagements pris devant les électeurs. Nous avons donc affirmé que nous souhaitions des premiers tours loyaux, des deuxièmes tours rassemblés face à la droite pour faire gagner la gauche. Nous leur avons demandé de reconduire des accords de 2004 permettant à 14 de nos sortants d'être candidat-e unique de la gauche. Ceci a été convenu, accepté, y compris pour une dizaine de cantons supplémentaires, ceci en lien et à la demande des fédérations bien entendu.

En revanche, le PS n'exclut pas de soutenir des candidat-e-s Verts/EE dans quelques endroits où nous sommes sortants et ailleurs. Nous n'acceptons pas cela et nous leur avons dit.

Les discussions doivent se poursuivre, elles doivent être mutuellement avantageuses et respectueuses de chacun, ceci est vrai tant pour les cantonales que pour les sénatoriales.

Concernant les Verts/ Europe öcologie

Après des propos sur la nécessaire victoire de la gauche en 2012, ils nous ont confirmé qu'ils cherchaient des partenaires pour leur offrir des cantons, qu'ils n'étaient pas au bout de leurs négociations avec le PS, qui ne leur donnerait satisfaction que pour à peine un quart de leurs demandes. Prêts à rester au deuxième tour lorsqu'il n'y a pas de risque à droite, ceux-ci ne donneront pas de consignes nationales pour le deuxième tour et cherchent à être présents au premier tour dans le plus grand nombre de cantons pour faire des voix, pour s'implanter, convaincus d'être « une force montante ». Ceux-ci n'ont aucun état d'âme vis-à-vis des sortants, ou plutôt de nos sortants, et s'accommoderont parfaitement d'un soutien réciproque avec le PS devant nous dans quelques endroits. Bien que nous ayons argumenté contre de telles stratégies, cependant ne devrait-on pas considérer les Verts/EE comme désormais un partenaire avec lequel nous devrions nouer des relations suivies, y compris en s'affrontant sur certains contenus comme nous le faisons avec d'autres.

Pour ce qui concerne le Parti Radical de Gauche, le MRC et le NPA nous souhaitons les rencontrer dans les prochaines semaines.

Voilà pour ce qui est des rencontres nationales. Bien entendu il s'agit désormais de suivre au plus près la construction des rassemblements, tout comme la mise en route concrète de la pré-campagne des élections cantonales.

Ce Conseil national de ce point de vue est attendu, celui-ci doit être un point d'étape de préparation tout autant qu'un moment d'échanges et de décisions de la direction nationale.

Nous avons demandé aux fédérations de désigner leurs candidat-e-s pour le 15 novembre. Certaines l'auront fait, d'autres demandent déjà plus de temps.

Un collectif national « cantonales », avec l'aide des camarades de l'Allier, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, travaille à un document pour aider les communistes, un document d'orientation proposant de nombreuses pistes de réflexion pour la campagne. Concernant le collectif « ðlections » nous l'étofferons prochainement.

Avant de conclure mon propos, quelques informations sur les élections sénatoriales qui n' auront lieu qu'en septembre 2011 mais qui se préparent d'ores et déjà. Trente huit départements métropolitains doivent élire 170 sénatrices et sénateurs. Il s'agit des départements 37 (l ' Indre et Loire) jusqu'au 66 (les Pyrénées Orientales) ainsi que les 8 départements de l'Ile de France.

Compte tenu du type de scrutin où seuls ceux que l'on nomme "les grands électeurs" sont habilités à voter, il est davantage possible d'anticiper les résultats à venir. C'est pourquoi nous travaillons avec les fédérations concernées depuis cet été pour évaluer au plus près les rapports de force gauche/droite et ceux à l'intérieur même de la gauche.

En 2011 le nombre de siège est porté à 348 contre 343 actuellement, 153 parlementaires sont à gauche et la majorité politique tient a l'obtention de 175 sièges. Pour ce qui nous concerne l'enjeu porte sur la réélection de 16 sénatrices et sénateurs communistes, sur les 24 membres que compte le groupe actuel.

La gauche peut devenir majoritaire si elle réélit l'ensemble de ses sortants et qu'elle gagne 22 autres nouveaux parlementaires. Disons le tout de go, les communistes contribueront de toutes leurs forces au basculement a gauche de la haute assemblée.

Pour ce faire, notre objectif doit être la réélection de tous nos sortants et le gain de nouveaux sièges en créant les conditions dans tout le pays pour que celles-ci et ceux-ci le soient. Les configurations stratégiques sont différentes selon le type de scrutin et, selon les départements, les fédérations procèdent a l'examen minutieux des possibilités pour créer les meilleures conditions de faire gagner la gauche. Cela passe par une répartition juste et équitable à l'intérieur de la gauche elle même en terme de gains de nouveaux d'élus. Des discussions constructives sont en

cours avec nos partenaires, principalement avec le Parti Socialiste, pour que l'ensemble des grands électeurs se mobilisent pour battre la droite. Je ne développe pas ici, aujourd'hui, l'intérêt pour nos concitoyens de pouvoir compter sur un groupe comme le nôtre. Chacune et chacun a pu mesurer l'apport dans le débat, l'opiniâtreté de nos élu(e)s dans l'hémicycle et dans la rue contre la réforme des retraites et celle des collectivités territoriales !!

Voilà, Cher-es Camarades, un combat n'est jamais gagné d'avance mais j'ai le sentiment que les scrutins de 2011 peuvent être de bonnes moissons.

RETRAITES – On continue !

Conférence de presse du Front de Gauche : de nouvelles et importantes initiatives annoncées

Les forces du Front de Gauche ont tenu ce matin à 9 heures à Paris une importante conférence de presse en présence de Pierre Laurent, Jean-Luc Mélenchon, Christian Piquet, Marie-George Buffet, Nicole Borvo et Martine Billard.

Au cours de la conférence de presse, Pierre Laurent a souligné « le moment majeur que traversait notre pays. Le refus de la réforme des retraites est plus que jamais général. Le pays ne reculera pas et aucun vote du parlement imposé par le gouvernement n'arrêtera le mouvement actuel. Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne sont plus légitimes à imposer la réforme. Un mandat présidentiel n'ouvre pas de parenthèses dans la souveraineté populaire. Ce n'est pas une carte blanche donnée à un homme qui pourrait s'arroger les pleins pouvoirs. Le gouvernement n'a qu'une seule issue : retirer le projet et ouvrir la discussion avec les organisations syndicales sur d'autres bases. »

Trois nouvelles et importantes initiatives ont été annoncées par les forces du Front de Gauche.

Premièrement, un week end de collecte nationale en solidarité avec les salariés dans l'action les samedi 23 et dimanche 24 octobre. A Paris, un point de collecte central sera organisé avec prises de paroles à 15 heures sur le parvis de Beaubourg. Toutes les organisations du Parti doivent prendre des dispositions pour relayer et organiser des initiatives sur les marchés et dans les lieux publics au cours du week end.

Deuxièmement, les forces du Front de Gauche lancent un appel à l'ensemble des élus de gauche à l'organisation de rassemblements d'élus mardi 26 octobre (donc probablement après le vote du Sénat) à 12 heures à Paris en direction de l'Elysée et en province devant les préfectures (aux heures que les départements décideront) pour exiger l'arrêt du débat parlementaire et la réouverture d'une nouvelle négociation. L'ANECR est d'ores et déjà partie prenante de cette initiative et nous voulons nous adresser à l'ensemble des élus de gauche.

Troisièmement, un programme d'initiatives et de forums dans plusieurs villes de France est en préparation pour contribuer au déploiement populaire de notre démarche. 7 thèmes de travail et de débat ont été arrêtés : République, Europe, argent, écologie, travail, service public et politique internationale. Pour ce qui est du Parti, nous soumettrons à la discussion du Conseil national des 22 et 23 octobre, l'adoption d'une adresse au peuple de France ; la tenue d'un meeting national du Parti avec Pierre Laurent et tous nos parlementaires, le 8 novembre à Paris, pour donner le sens et un écho national de l'engagement politique des communistes dans la période ; et la tenue de notre première rencontre nationale sur le projet, lors de rencontres nationales du projet les 26, 27 et 28 novembre à Paris.

Paris, le 21 octobre 2010

Solidarité financière avec les grévistes

300 personnes s'étaient données rendez vous ce samedi 23 octobre devant le centre Beaubourg. Témoignages de salariés en lutte, d'enseignants, d'infirmières ou d'étudiants : tous se sont relayés pour expliquer le mouvement, les conditions parfois rude dans lequel il se développe. On ne fait jamais grève par plaisir. Ca coûte! Nicole Borvo, la présidente du groupe des sénateurs communistes et du Parti de gauche, était aussi présente au lendemain du vote à marche forcée dans la haute assemblée. Une manière de transmettre le bâton de la résistance. On ne lâche rien !



Pierre Laurent, Christian Picquet et Jean-Luc Mélenchon les trois porte parole du Front de Gauche à l'origine de cette initiative qui va désormais se décliner dans les villes, quartiers et entreprises étaient aussi présents pour haranguer une foule curieuse et solidaire où, fait notable, était aussi présente la presse internationale, venu là pour tenter de comprendre le mouvement social français.

Au bilan d'une heure trente de collecte, 5912 euros. Belle somme ! Elle confirme que le mouvement est définitivement populaire et largement ancré dans la population. Un lancement réussi et qui s'est multiplié partout en France pendant le week-end et qui va se poursuivre. Face à l'obstination gouvernementale, la solidarité est aussi une arme à la disposition du mouvement social pour faire plier le pouvoir en place. Elle est à utiliser sans modération !

COMMUNICATION

Bulletin de secteurs

Le réseau-école publie le numéro d'octobre de la lettre du réseau-école



A TÉLÉCHARGER

La lettre du réseau-école : http://www.pcf.fr/IMG/pdf/La_lettre_octobre_10.pdf

Communiqués de presse

- Raffinerie de Grandpuits : Une évacuation scandaleuse
- Retraites : Collecte pour les grévistes et rassemblements des élu-e-s de gauche, le Front de Gauche appelle au soutien du mouvement
- Pierre Laurent - Coup de force au Sénat : La légitimité de Sarkozy entachée
- Sarkozy veut déclarer la guerre ; les Français, rassemblés, veulent dialoguer
- La biodiversité est en danger : « revaloriser les sciences naturelles »
- Violences : force doit rester au débat et à la démocratie

Aide à la communication

Pour une grande réforme démocratique de l'école : Un appel de 50 chercheurs

Alors que l'opinion aspire à un changement politique fort, que s'élaborent les programmes alternatifs, une cinquantaine de chercheurs s'adresse aux partis de gauche pour que de nouvelles propositions progressistes soient à la hauteur de la situation.

« Chercheurs intéressés aux questions scolaires, nous sommes confrontés par nos investigations dans ce domaine à l'anxiété, au mal-vivre, à la souffrance des élèves, des parents et des enseignants. Nous mesurons le coût social et humain de l'échec scolaire de masse et des inégalités devant l'école. La scolarisation des jeunes générations a connu de très grands progrès depuis un demi-siècle. Mais malgré le dévouement et l'investissement professionnel considérables de ses enseignants et personnels, notre école peine toujours à corriger les inégalités culturelles et à satisfaire aux attentes d'aujourd'hui. L'ampleur des inégalités scolaires n'a pas varié depuis les années 1960. Pire, les écarts culturels et cognitifs sont multipliés par deux entre le CP et le CM2, au détriment des élèves d'origine populaire. Une proportion importante d'élèves entrant en 6ème n'ont pas les acquis nécessaires pour tirer normalement profit de leur scolarité secondaire. Et du collège à l'université les inégalités se maintiennent, voire se creusent. De la réforme Berthoin de 1959 qui en jette les fondements à la politique actuelle du « socle commun » et des 50% à la licence, les promoteurs de notre actuelle « école unique » ont toujours admis le principe de parcours tôt différenciés et d'une progression des scolarités qui maintienne les écarts sociaux, assurant une employabilité minimale à un pôle, et une qualification compétitive à l'autre. C'est cette logique ségrégative qui craque de toutes parts aujourd'hui. Aucune visée démocratique ne saurait de toutes façons s'en satisfaire, le monde de demain, sauf à précipiter sa perte, ayant besoin d'un très grand nombre de citoyens instruits, et de salariés dotés d'une qualification élevée leur permettant de concevoir et d'assurer de nouveaux modes de développement économique et de maîtriser les

technologies les plus prometteuses, mais aussi les plus dangereuses. La gauche devra hisser le financement de l'école au niveau nécessaire, s'appuyer sur la contrainte de la carte scolaire, mais il lui faudra sortir des bricolages passés et présents (diversification des voies, revalorisation de l'enseignement professionnel, mesures d'accompagnement, par exemple). Car l'urgence est radicalement autre : elle est à la conception et à la mise en chantier d'une grande réforme scolaire, retrouvant l'ambition du plan Langevin-Wallon de 1947, en franche rupture avec la logique ségrégative qui domine aujourd'hui notre système éducatif. Une telle rupture suppose à notre sens trois conditions : La mise en cause de la structuration concurrentielle du système éducatif, où la compétition entre établissements amplifie la compétition, sévère et précoce, entre élèves et catégories sociales, et où l'évaluation est moins formative que classificatoire; le réexamen des dispositifs pédagogiques hérités de la modernisation des années 1970/80, qui semblent aujourd'hui avoir épuisé leur force propulsive ; et l'ouverture d'un grand chantier associant enseignants et chercheurs et visant à déterminer les moyens d'une amélioration massive des apprentissages, de l'école élémentaire à l'enseignement supérieur; la participation motrice à ce réexamen d'enseignants qui, mieux formés et dotés d'une capacité d'expérimentation autonome, pourraient collectivement reprendre la main sur leur métier. »

Edito : Le casseur est à l'Elysée

«J'en appelle à la responsabilité de l'ensemble des acteurs », a osé déclarer Nicolas Sarkozy. Comme si lui-même en faisait montre ! Que dire d'un président qui, au mépris de la souveraineté populaire qui fonde la République, tente de passer en force pour briser le droit à la retraite des salariés ? Que penser d'un chef d'État qui fait truquer les chiffres des manifestants ou des grévistes à la SNCF ? Comment qualifier un premier ministre qui prétend contre toute réalité que « le mouvement social plafonne » et qu'il « n'y a jamais eu plus d'un million de personnes dans les rues » ? Comment prendre au sérieux les bonimenteurs UMP qui prétendent qu'il n'y a pas de problème d'approvisionnement en carburant quand des centaines de milliers de Français galèrent pour faire un plein ? Ce pouvoir a élevé la fausse nouvelle au rang d'industrie, la seule qui se développe sous son règne. Plus, il fait de la provocation à la violence un recours face à la puissance du mouvement de protestation. Là, il dépêche des hordes de CRS contre les salariés des raffineries. Ici, il fait donner la matraque et les lacrymogènes contre les lycéens qui pacifiquement manifestaient sur les Champs-Élysées. Partout, par sa fermeture aux préoccupations sociales, il fait naître de tristes vocations et donne du grain à moudre aux casseurs. Ne cherchez pas ces derniers dans les rangs des manifestants, vous n'en trouverez pas. Les salariés en grève démontrent un sang-froid que pourraient leur envier les snipers de l'UMP, tandis que les syndicats veillent à repousser hors des cortèges ceux qui veulent en découdre. C'est d'ailleurs la préoccupation constante des lycéens en lutte. Si, ici ou là, des élèves – exaspérés par l'absence d'écoute gouvernementale – se laissent entraîner par des groupes violents et sans doute par des provocateurs dépêchés par des officines coutumières du fait, ils sont une minorité qui ne peut cacher l'immense foule résolue et combative qui arpente les pavés. La cote de popularité de Sarkozy plonge vers des abysses et même ses commanditaires du Medef s'inquiètent d'une dégradation de l'économie. Mme Parisot, qui a mis le feu aux poudres en réclamant cette contre-réforme, souhaite désormais que « le climat s'apaise le plus vite possible »…Dans la comédie de la dramatisation, de grands médias jouent de piètres rôles, décrivant un pays en proie à la « guérilla urbaine ». La vieille ficelle de la peur est agitée. C'est toujours le recours ultime de la droite. L'honnêteté dans le traitement de l'information devrait conduire à constater que l'unité syndicale donne toujours le ton, que personne ne cède aux sirènes du conflit de générations qu'actionne Rama Yade et qu'au contraire salariés et jeunes se retrouvent puissamment solidaires. À chaque étape, le mouvement est décidé démocratiquement à la base. Ses formes s'adaptent au temps long imposé par le pouvoir et adoptent une plasticité nouvelle. Le temps passant et le pouvoir s'enfermant dans l'autoritarisme, la critique s'aiguise et se précise. Souvent, le rejet va au-delà du texte porté par Éric Woerth. Cette mobilisation va avoir des suites. Dans la rue. Et dans les urnes.

Le chantage de Ryanair : le pouvoir complice

Le chantage de la compagnie « low cost » qui menace de fermer sa base marseillaise après sa mise en examen pour « travail dissimulé », est dénoncé par le PCF, mais soutenu par Jean-Claude Gaudin et Christine Lagarde. «Je ne suis pas scandalisée.» C'est ce qu'a déclaré, au micro d'Europe 1, Christine Lagarde, à la suite de l'annonce, par la compagnie dite «low cost» de son intention de fermer ses installations marseillaises en janvier 2011 après sa mise en examen par le parquet d'Aix-en-Provence pour «travail dissimulé». La ministre de l'Économie a même ajouté : «On a tout intérêt à regarder ce qu'on peut changer» pour éviter que d'autres entreprises étrangères ne quittent à leur tour le territoire français. Le maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a dénoncé le « comportement irresponsable » des syndicats à l'origine de la plainte. 120 navigants travaillent pour Ryanair sur les quatre Boeing 737 basés à l'aéroport de Marseille-Provence, mais sous contrat… irlandais. La compagnie leur fait le coup du plombier polonais et se justifie en invoquant la directive Bolkestein. Malheureusement pour elle, après les vives réactions suscitées par cette directive, un décret, pris en novembre 2006, limite son application aux seuls personnels

temporairement détachés. Jouant des différences entre le droit du travail irlandais et français, Ryanair réalise une économie de 30 % sur les charges sociales. Ce sont ainsi 4 millions d'euros qui n'entrent pas dans les caisses de la Sécurité sociale française. Déjà, en 2009, la CGT d'Air France avait dénoncé les pratiques de la compagnie en indiquant que le statut « irlandais » des salariés marseillais lui permettait de ne payer aucune taxe parafiscale (taxes professionnelle, d'apprentissage, de formation professionnelle) et aucune cotisation sociale en France, alors qu'elle y réalisait un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros par an. Le syndicat avait en outre révélé qu'à l'échelle européenne elle bénéficiait de 650 millions d'euros d'aides publiques pour un résultat net affiché de 400 millions d'euros. Ce sont ces pratiques « law cost », à législation allégée, que défendent nos caciques de l'UMP ! Et elles ne sont pas réservées seulement à la France. Début octobre, Ryanair a appelé élus et gouvernement à « retirer le droit de grève » aux contrôleurs aériens en Europe, ajoutant ce commentaire : « Si ces gens ne veulent pas travailler, alors remplaçons-les par des militaires ou d'autres contrôleurs du ciel qui veulent travailler. » En Espagne, avec quatre autres compagnies aériennes « low cost », Ryanair vient en outre d'être épinglé pour « clauses abusives » à l'encontre de clients. Pour sa part, le PCF a dénoncé « une opération de chantage pur et simple » et il a mis « en garde le gouvernement contre une éventuelle négociation en sous-main », ajoutant : « Le droit du travail français n'est ni marchandable ni négociable. »

Mouvement social : les jeunes se mobilisent

Depuis le mois d'avril, Eric Woerth ne cesse de répéter que c'est pour les jeunes qui ont 20 ans aujourd'hui que cette réforme est faite.

Or une fois de plus ce qui est fait au nom des jeunes est fait sans eux et surtout contre eux. En reculant l'âge de départ à la retraite, ce sont autant d'emplois en moins qui seront libérés et donc une aggravation du chômage des jeunes, qui culmine déjà à 25%. C'est donc une véritable aberration qui cache en fait un vrai mensonge. La droite dit vouloir sauver le système solidaire par répartition, mais sa réforme vise au contraire à pousser les salariés d'aujourd'hui et de demain à la capitalisation.

Alors que les conditions de travail se dégradent, que de nombreux salariés se retrouvent au chômage avant 60 ans, ou encore que l'accès au premier emploi stable pour les jeunes se fait aujourd'hui en moyenne à 27 ans, il s'agit donc de faire baisser le niveau de pension de chacun car les gens n'auront pas cotisé assez. Avec cette attaque, la solution qui va nous être présentée pour avoir une retraite digne c'est la capitalisation, pour nourrir les fonds de pensions et la spéculation qui nous ont pourtant menés à la crise et ont ruiné des centaines de milliers de retraités aux Etats Unis.

Ce que n'ose pas dire la droite c'est que cette réforme n'est pas faite pour les jeunes, mais pour les appétits financiers de la bande du Fouquet's et du Medef. Mme Parisot est d'ailleurs bien silencieuse en ce moment vu que ce sont bien les intérêts de ses amis patrons et actionnaires du CAC 40 qui seront satisfaits si cette réforme venait à passer.

Dans les lycées, les modes d'action contre la réforme sont variés. La priorité est donnée aux discussions, aux interventions dans les classes et aux assemblées générales. Puis au passage au blocage lorsque celui ci est décidé par les lycéens eux mêmes, ou encore à des manifestations ou rassemblement dans des lieux symboliques. La priorité est bien de faire entrer tous les jeunes dans la bataille est donc de ne pas céder aux tentatives de division de la droite en rassemblant tous les lycéens dans l'action, tout en menant un débat politique de fond. Le MJCF est l'organisation politique de jeunesse la plus présente dans les lycées. Dans tous les départements, elle est très mobilisée pour empêcher les forces de l'ordre de multiplier les provocations et la répression et les casseurs de s'introduire dans la mobilisation. Cette droite a tellement humilié les jeunes, au point d'être en train d'en faire une génération sacrifiée sur l'autel de l'argent roi, que l'envie d'en découdre est profonde. Au delà même de la question des retraites et du travail, c'est bien la question de l'avenir et du devenir de la société toute entière que les jeunes posent avec force dans cette mobilisation. Le racisme d'état, les expulsions de lycéens sans papiers, la répression, l'explosion des inégalités scolaires avec les réformes de la droite, la précarité qui rongent nos vies, alimentent une profonde colère. Au fond, on sent bien que ce qui se joue, c'est la question du choix de société qu'il y a derrière cette réforme et l'ensemble des politiques capitalistes, à savoir : concurrence contre solidarité, précarité contre sécurité, réponses aux besoins du marché contre réponses aux besoins sociaux. Ce sont toutes ces questions qui se cristallisent dans ce mouvement. C'est bien ce qui fait peur à la droite et c'est donc pour cette raison qu'elle durcit le ton et la répression. Pour garder la cohésion il faut donc ne pas céder aux provocations et répondre par la détermination et la démonstration de force dans des mobilisations pacifiques. Déjà pendant le CPE la droite organisait le désordre et cherchait l'affrontement pour discréditer le mouvement. La force de la politique a finalement triomphé sur la politique de la force.

Les assemblées générales d'étudiants se massifient et les lycéens restent très mobilisés. Ils sauront déjouer ce piège de la violence que la droite essaie de tendre et massifier encore plus les mobilisations de jeunes. C'est ce à quoi travaillent au quotidien les jeunes communistes de manière unitaire et rassembleuse. La colère est tellement profonde qu'elle continuera de s'exprimer. L'entrée des jeunes dans la lutte ces dix dernières années a toujours été bénéfique et porteuse de progrès, que ce soit contre le Pen en 2002, contre la guerre en Irak, les réformes du lycée, la constitution européenne ou encore le CPE. Les jeunes sont aujourd'hui profondément responsables et se mobilisent contre les casseurs d'avenir, et ils seront encore plus nombreux demain. Le mépris de la droite à notre égard ne la grandit pas, mais fait en tout cas grandir la mobilisation.